



# Nos revendications remises à **l'Assemblée nationale**

Le 6 mars 2018, une délégation UNSA Police composée de Thierry Clair, secrétaire national province /DOM-COM et de Thomas Toussaint, délégué national CRS, a été reçue par les députés Nadia Hai et Romain Grau, co-rapporteurs spéciaux sur la mission «sécurités»

L'UNSA Police a été reçu à l'Assemblée nationale le 6 mars 2018. Au cours d'une réunion avec des députés, notre délégation a fait part des revendications suivantes :

► **Investigation** : Les services d'investigation n'attirent plus, la complexification de la procédure pénale au cours de ces dernières années et des outils informatiques inadaptés (LRP 3, PNIJ) ont conduit à cette situation. Nous avons remis notre dossier sur les 22 propositions sur la simplification de la procédure pénale (disponible sur le site web [www.unsa-police.fr](http://www.unsa-police.fr))

► **Mutation** : Nous avons dénoncé la règle du blocage de 8 ans du concours IDF et 5 ans en province, qui pose des problèmes de gestion d'effectifs.

► **Cycles horaires / 11 heures d'interservices**: nous avons détaillé la mauvaise gestion de l'administration. Le décret datant du 30/01/2017, il n'est pas acceptable que les fonctionnaires de police ne jouissent pas de leurs droits à ce jour. L'UNSA Police exige une instruction garantissant les droits des fonctionnaires.

► **Protocole d'avril 2016** : si l'application des mesures du protocole police du 11 avril 2016 (volumes d'avancement, ISSP, prime OPJ) a été maintenue, leur impact a été gommée par le report d'un an du PPCR, notamment la grille indiciaire.

► **Social** :

- Transports nationaux : gratuité sur certaines lignes régionales et carte de réduction 75%
- Prise en charge des repas des fonctionnaires de police (Prévue dans le protocole de 2016)
- Logements dédiés aux forces de l'ordre ou prime pour les grandes agglomérations
- Risques psycho-sociaux/suicides dans la police : la situation actuelle nécessite un véritable état des lieux, la profession ayant gravement été endeuillée en 2017 nous souhaitons que des moyens soient engagés sans délai pour enrayer le phénomène.